



**Conseil d'administration du  
Programme des Nations Unies pour  
le développement et du Fonds des  
Nations Unies pour la population**

Distr.: General  
(Date)

Original: Français

**Second regular session of (year)**  
8-12 Septembre 2008, Location  
Point (number) de l'ordre du jour provisoire  
**Cadres de coopération et questions connexes**

**Draft country programme document for Niger (2009-2013)**

Contents

	<i>Paragraphs</i>	<i>Page</i>
I. Situation analysis.....	2-7	2-3
II. Past cooperation and lessons learned.....	8-12	3-4
III. Proposed programme.....	13-17	4-5
IV. Cooperation strategy.....	18-19	5
V. Programme management, and monitoring and evaluation.....	20	5
Annex 1 Results and resources framework for Niger (2009-13) .....		6-7
Annex 2 UNDAF results matrix		

## Introduction

1. Le Programme Pays 2009-13 intervient dans le contexte de l'adoption de la Stratégie de Développement Accélérée et de Réduction de la Pauvreté 2008-12 du Niger (SDRP). Sa formulation a été menée par un Comité Conjoint Niger-PNUD et a fait l'objet d'échanges consultatifs continus et de validation par la partie nationale. Le Nouveau programme Pays capitalise l'expérience de partenariat développée entre le Niger et le PNUD et s'inscrit dans le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement au Niger (PNUAD) 2009-2013 qui poursuit trois effets en appui à la SDRP: (i) les populations vulnérables améliorent leur sécurité alimentaire, contribuent à la gestion durable de leurs ressources naturelles, et diversifient leurs sources de revenu ; (ii) les populations vulnérables utilisent des services sociaux de base de qualité et participent à la maîtrise de la croissance démographique ; et (iii) les institutions nationales et locales gouvernent démocratiquement dans le respect des droits humains, de l'équité de genre, et contribuent à la consolidation de la paix.

### I. Analyse de la situation

2. Le Niger est un pays enclavé de l'Afrique de l'Ouest avec une superficie de 1 267 000 km<sup>2</sup> dont les deux tiers sont situés en zone saharienne. La population du Niger est estimée à 13,4 millions d'habitants en 2007 dont 48,6% a moins de 15 ans. Environ 4 nigériens sur 5 vivent dans les zones rurales. L'économie nigérienne est caractérisée par sa faible diversification et sa grande vulnérabilité aux aléas climatiques. Le taux de croissance du PIB de 3,9% en moyenne au cours de la période 2001-2006 est à peine supérieur au croît démographique de 3,3%. L'activité économique est largement dominée par le secteur informel qui contribue pour 70% au PIB. La contribution du secteur secondaire dominé par l'exploitation de l'uranium reste marginale (13,2%). Le Niger est classé parmi les pays les plus pauvres du monde avec un PIB /habitant de USD 285 en 2006. L'indice du Développement Humain (IDH) estimé à 0,374 dans le Rapport Mondial sur le Développement Humain 2007/2008, situe le pays au 174<sup>ème</sup> rang sur 177 pays.

3. Le Niger connaît une forte incidence de la pauvreté - 62,1% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté en 2005- avec une prépondérance en milieu rural (65,7%) et chez les femmes (trois pauvres sur quatre sont des femmes). On note un faible accès des pauvres aux services financiers de proximité, avec un taux de pénétration des SFD de 5,85%. Le sous-emploi touche 4 personnes sur 5 en raison du caractère saisonnier de l'activité agricole. Le phénomène de la pauvreté est accentué par des pénuries alimentaires chroniques essentiellement liées aux catastrophes naturelles, à l'instar de celle de 2005. En outre, la pression démographique et l'avancée progressive du désert constituent des menaces potentielles sur l'environnement malgré les efforts de reboisement et de récupération des terres.

4. La pauvreté au Niger est aussi étroitement liée au faible accès des populations aux services sociaux de base. Malgré les efforts soutenus dans ce domaine, les principaux indicateurs des OMD affichent des niveaux relativement bas en 2006. Ainsi, 198% des enfants meurent avant d'atteindre 5 ans. Le taux net de scolarisation dans le primaire s'élève à 43% et seule 28,7% de la population adulte est alphabétisée. Le taux d'accès à l'eau potable est de 68,7%. Le paludisme demeure la principale cause de mortalité avec une létalité de 2,7%. L'espérance de vie à la naissance est de 55,8 ans en 2005. Le taux de prévalence du SIDA parmi les 15-49 ans est de 0,7% - un des plus faibles en Afrique Sub-saharienne. La féminisation accrue de la pauvreté résulte des inégalités de genre notamment dans l'accès aux facteurs de production et au savoir. Seuls 4,6% des ménages dirigés par des femmes possèdent un champ agricole, tandis que seulement 8% de femmes sont employées dans le secteur non-agricole. Les disparités de genre se reflètent également au niveau de l'éducation et de l'accès aux sphères de décision. Le ratio filles/garçons pour l'éducation primaire et secondaire est de 72,2%, et la proportion de femmes au Parlement est de 12,5%.

5. En ce qui concerne la Gouvernance, les élections présidentielles et législatives de décembre 1999 suivies de celles de 2004 ont consacré le retour à la normalité constitutionnelle. En outre, un vaste chantier de réformes administratives a été engagé pour améliorer l'efficacité de l'administration publique et promouvoir la décentralisation. On note des réformes macroéconomiques et sectorielles pour améliorer la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption. Au niveau local, les élections municipales de 2004 suivies de l'installation de 265 communes ont jeté les bases de la décentralisation au Niger. Toutefois, les collectivités locales font face à la faiblesse de leurs capacités institutionnelles et l'insuffisance de ressources financières et humaines. La responsabilisation sociale demeure faible malgré l'émergence des organisations de la société civile dont les besoins en renforcement des capacités pour leur participation au dialogue politique sont importants. Enfin, la situation d'insécurité qui prévaut dans le Nord liée aux conflits d'ordre politique et à l'accès aux ressources naturelles constitue une contrainte à l'amélioration de la situation socio-économique du Niger.

6. Dans l'ensemble, l'évolution tendancielle des indicateurs des OMD met en exergue que seuls les indicateurs relatifs à la réduction du taux de mortalité infantile et l'accès de la population à l'eau potable pourraient être atteints. Le Niger pourrait rencontrer des difficultés dans l'atteinte des autres indicateurs, en particulier ceux des OMD 1 et 6 (Rapport National sur les progrès vers l'atteinte des OMD, INS 2007). En outre, l'évaluation de la SDRP fait apparaître des facteurs limitant liés à l'insuffisance dans le financement et l'exécution budgétaire, la faiblesse du dispositif de planification, de coordination du dispositif institutionnel, des capacités de suivi-évaluation des politiques publiques et des programmes de développement, et les insuffisances dans le système d'information statistique.

7. En réponse à ces défis, le Gouvernement du Niger a adopté la SDRP 2008-2012 basée sur les OMD et sous tendue par un ensemble de stratégies et politiques sectorielles. La SDRP est articulée autour de sept axes stratégiques : 1) La recherche d'une croissance forte, diversifiée, durable et créatrice d'emplois ; 2) L'accès équitable à des services sociaux de qualité ; 3) La maîtrise de la croissance démographique ; 4) La réduction des inégalités et le renforcement de la protection sociale des groupes vulnérables ; 5) Le développement des infrastructures ; 6) La mise en place d'une gouvernance de qualité ; et 7) La mise en œuvre efficace de la Stratégie. La SDRP accorde également une attention particulière au renforcement de capacités des acteurs des secteurs public et privé, et de la société civile pour la réalisation des objectifs de développement du Niger, en particulier pour l'opérationnalisation des stratégies nationales, la mobilisation des ressources, la coordination de l'aide, et le suivi évaluation des résultats engendrés.

## II. Résultats de la coopération passée et enseignements

8. Le Programme Pays Niger-PNUD 2004-08 s'inscrivait en appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2002-06 et du PNUAD du Niger. Il couvrait la période 2004-2008 et son budget s'élevait à 85.8 millions USD dont USD 27.2 millions au titre des ressources ordinaires du PNUD, et plus de USD 58.6 millions - près de 70% du budget- mobilisés auprès de partenaires. Le Programme Pays Niger-PNUD était organisé autour de 3 axes : Gouvernance, Réduction de la Pauvreté, et Environnement. En outre, des actions d'appui à la prévention de crises et le relèvement, et de lutte contre la tuberculose et le paludisme ont été menées pour répondre aux priorités nationales dans ces domaines.

9. Les bilans annuels et à mi-parcours du Programme Pays 2004-08 ont permis de mettre en évidence la contribution du PNUD à la formulation et à la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles de réduction de la pauvreté et de réalisation des OMD. En appui au renforcement des capacités nationales de gouvernance, le PNUD a accompagné le Niger dans l'organisation des élections présidentielles, législatives et locales de 2004, et la formulation de sa Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté. Outre l'organisation de la Conférence de table ronde de Bruxelles sur le financement de la SDRP qui a abouti à une annonce de financement de plus de 1600 milliards de CFA par les Partenaires au Développement, le PNUD a accompagné le Niger dans l'organisation de la Conférence sur la consolidation de l'autosuffisance alimentaire en 2007 et la formulation du programme d'accès aux ressources du Millenium Challenge Corporation.

10. Au niveau local, le Programme Pays a soutenu sur une base pilote la mise en place d'instruments de planification, de financement et de suivi évaluation au service des collectivités, ainsi que de programmes de renforcement des capacités des élus locaux. Les instruments développés dans ce cadre, constituent aujourd'hui une référence pour l'opérationnalisation du processus de décentralisation au Niger. De plus, des appuis ciblés ont contribué à la participation des organisations de la société civile au dialogue politique sur les politiques nationales, l'amélioration de l'accès à la justice des citoyens à travers la mise en place de conseils juridiques au niveau des principaux établissements pénitenciers, ainsi que la réinsertion de plus de 3000 ex-combattants dans des zones post-conflit dans le cadre d'un processus de consolidation de la paix.

11. S'agissant des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, le Programme Pays a soutenu la mise en place d'un Observatoire National de la Pauvreté et du Développement Durable au sein de l'Institut National de la Statistique, ainsi que la formulation de stratégies sectorielles d'opérationnalisation de la SRP et de la SDRP. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, le renforcement du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA) a permis d'assurer la coordination de la réponse nationale et internationale à la crise alimentaire de 2005. Enfin, le PNUD a facilité l'accès du Niger, à travers le Fonds Mondial, à plus de 50 millions USD pour la lutte contre la tuberculose et le paludisme qui demeurent l'une des principales causes de mortalité au Niger. Dans le domaine de la préservation de l'environnement, de la gestion des ressources hydriques et de l'accès à l'énergie, les interventions ont permis notamment la réalisation d'ouvrages hydrauliques, la formulation du premier Programme National d'Adaptation au Changement Climatique dans le secteur Agricole, la promotion du système d'information géographique (SIGNER), ainsi que la vulgarisation de pratiques et la réalisation d'ouvrages de protection des écosystèmes et de gestion des ressources naturelles.

12. Les enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme pays mettent en exergue la nécessité de renforcer les modalités d'exécution administrative et financière des programmes, le ciblage des interventions, et les capacités pour l'appropriation nationale du processus de développement. Le Niger et le PNUD ont convenu dans le cadre de la formulation du Programme Pays 2009-13 d'accorder une attention particulière à : (a) l'évolution vers l'approche programme pour une réponse intégrée aux défis de développement du Niger ; et (b) la prise en compte systématique de la dimension transversale du renforcement des capacités comme contribution du PNUD à la mise en œuvre de la SDRP.

### III. Programme Pays

13. Le Programme Pays 2009-13 aura pour objectif principal de renforcer les capacités nationales pour la mise en œuvre de la SDRP en vue de l'atteinte des OMD dans le cadre de la formulation et la mise en œuvre du Programme Global de Renforcement des Capacités du Niger. Il mobilisera un financement annuel de USD 17-20 millions, soit un budget estimé à environ entre 80 et 100 millions USD sur 5 ans, dont au moins 50% seront mobilisés auprès d'autres partenaires. Afin d'assurer l'efficacité et la complémentarité des interventions, le Programme Pays sera fondé sur une approche programme structurée autour de trois composantes : (i) le renforcement des capacités pour une gouvernance de qualité, y compris la prévention des crises et le relèvement ; (ii) le renforcement des capacités pour la promotion d'un développement durable et la gestion de l'environnement ; et (iii) l'appui à la valorisation du capital humain et l'accès aux services sociaux de base. De manière transversale, le Programme pays accordera une attention spécifique au renforcement des capacités (a) des acteurs nationaux et locaux pour une prise en compte du genre dans la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies de développement ; et (b) des femmes pour une meilleure participation aux prises de décision.

14. **La composante Gouvernance comprenant la prévention des crises et le relèvement** soutiendra la réalisation des axes 6 et 7 de la SDRP qui ont pour objectifs la promotion d'une gouvernance de qualité et la mise en œuvre efficace de la SDRP. Compte tenu de la priorité accordée par le Gouvernement du Niger au renforcement de la Gouvernance politique, administrative, économique et locale et du mandat institutionnel du PNUD dans ces domaines, les ressources du Programme Pays seront allouées prioritairement à cette composante. Conformément à l'UNDAF, deux effets seront poursuivis : (i) l'appui à la mise en œuvre des réformes publiques pour l'atteinte des OMD, la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi que la prévention et la gestion des crises et conflits ; et (ii) la participation des populations au processus de prise de décision et au contrôle de l'action publique.

15. *En matière de Gouvernance politique et administrative*, le Programme Pays aura pour objectif de contribuer aux résultats suivants : (i) le renforcement de la coordination des partenaires pour l'organisation des élections générales et locales ; (ii) la promotion de la participation sociale et de l'engagement civique des groupes marginalisés ainsi que leur accès à la Justice ; et (iii) le renforcement de la lutte contre la corruption et la formation des agents de la fonction publique aux concepts de transparence et de redevabilité. *Concernant la gouvernance économique*, les résultats attendus des appuis du Programme Pays sont entre autres : (i) la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la SDRP et le renforcement des mécanismes de coordination et de suivi de l'aide au développement ; (ii) l'opérationnalisation du dispositif de suivi évaluation de la SDRP ; (iii) la formulation de CDMT et de leurs Programmes d'Actions Prioritaires, et la réalisation de l'Etude Nationale de Prospective à Long Terme ; et (iv) l'accès aux ressources du Programme MCC des USA. *Au niveau local*, les actions porteront sur l'expansion des instruments de planification participative et de financement au niveau des communes, le renforcement des capacités pour la gestion des programmes de développement locaux, le recouvrement et la gestion des finances locales, et l'amélioration du fonctionnement des services déconcentrés. *La prévention de crises et le relèvement constitue un axe prioritaire de la composante Gouvernance*, le Programme pays contribuera spécifiquement au renforcement de capacités en matière de prévention de crises et de réduction des risques de catastrophes naturelles, et à la consolidation de la paix dans le cadre de la formulation et la mise en œuvre d'un programme de relèvement et de développement local dans les zones affectées.

16. **La Composante Développement durable et Environnement** s'inscrit dans l'effet n° 1 de l'UNDAF qui soutient la réalisation des axes 1 et 4 de la SDRP ayant respectivement pour objectifs la promotion d'une croissance forte, diversifiée, durable et créatrice d'emplois, et la réduction des inégalités et la protection sociale groupes vulnérables. Dans ces domaines, le Programme Pays poursuivra deux effets : (i) l'appui à l'amélioration de l'accès des groupes vulnérables à l'emploi et au crédit, et la promotion des AGR ; (ii) le renforcement des capacités des institutions et des communautés à gérer de façon durable l'environnement et les ressources naturelles. Les résultats spécifiques attendus des interventions sont entre autres : (i) l'actualisation de la Stratégie Nationale de microfinance et l'extension des réseaux de microfinance pour le financement d'Activités Génératrices de Revenus, (ii) le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et des

femmes, (iii) l'amélioration de l'environnement des affaires, (iv) l'intégration des questions environnementales et énergétiques à la planification du développement, (v) la mobilisation des ressources financières notamment auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial pour favoriser l'application des accords multilatéraux sur l'environnement, et renforcer les capacités des communautés dans la gestion des ressources naturelles, en particulier des ressources en eau, et (vi) l'intégration des questions d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique dans les stratégies de développement et le renforcement des capacités des acteurs publics et privés à accéder aux financements du Mécanisme pour un Développement Propre.

17. **La Composante Accès aux Services Sociaux de Base** aura pour objectif de contribuer à la mise en œuvre du second domaine de coopération de l'UNDAF couvrant les axes stratégiques 2, 3 et 4 de la SDRP. L'effet poursuivi sera le renforcement des capacités des institutions à assurer la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des services sociaux de base. Dans ce cadre, le PNUD focalisera ses appuis sur : (i) la réforme des politiques et règlements sectoriels pour le renforcement de la participation des autorités décentralisées et des acteurs non étatiques à la fourniture des services sociaux de base; (ii) la mitigation de l'impact du VIH/SIDA, du Paludisme et de la Tuberculose sur le développement humain en partenariat avec le SNU et en particulier le Fonds Mondial; et (iii) la formulation et au suivi des stratégies et programmes sectoriels de développement axés sur l'atteinte des OMD. Les résultats attendus de ces interventions sont le développement du capital humain, l'amélioration de l'accès aux services de lutte contre le VIH/SIDA, le Paludisme et la Tuberculose, ainsi que la disponibilité de stratégies et programmes sectoriels en vue de l'atteinte des OMD.

#### **IV. Stratégie d'Intervention**

18. La stratégie d'intervention du Programme Pays repose sur le constat que ses trois composantes sont interdépendantes et requièrent une approche synergique. Pour chaque composante, les interventions s'inscriront dans le cadre du Programme Global de Renforcement de Capacités du Niger pour la mise en œuvre de la SDRP et seront déclinées sur la base de l'évaluation des capacités nationales –humaines et institutionnelles- dans ces domaines. La stratégie d'intervention du Programme Pays privilégiera spécifiquement la prise en compte transversale du genre et de l'équité dans la planification, la mise en œuvre, et le suivi-évaluation des actions. Les interventions reposeront sur quatre principes de base: (i) l'utilisation des structures et procédures nationales pour renforcer l'appropriation nationale et assurer la durabilité des résultats; (ii) l'attention à la prévention et atténuation des crises et conflits potentiels; (iii) la capitalisation des résultats et le partage des connaissances en vue d'orienter la mise en œuvre; et (iv) la complémentarité et la synergie avec les agences du SNU et les partenaires engagés sur le développement des capacités pour la mise en œuvre de la SDRP.

19. A cette fin, l'atteinte des objectifs du programme pays sera sous-tendue par une stratégie de mobilisation de ressources et de partenariat articulée et basée de la formulation, à l'exécution et le suivi-évaluation des interventions sur la recherche de complémentarité des ressources –humaines, techniques et financières- de la partie nationale, du PNUD, du SNU, et des partenaires techniques et financiers intervenant au Niger sur la base de l'avantage comparatif de chaque partie pour la mise en œuvre de la SDRP. Compte tenu des défis de développement humain du Niger, le PNUD en plus de ses ressources de base et mobilisées à travers ses partenariats clés avec le FENU, le PVNU, le FEM, le Fonds Mondial et les partenaires bi- et multilatéraux, le PNUD soutiendra spécifiquement le Gouvernement du Niger pour l'accès aux ressources pour la réalisation des OMD. Ces actions seront soutenues par une stratégie de communication appropriée.

#### **V. Gestion et Suivi-Evaluation du programme**

L'Exécution Nationale demeure la modalité de gestion du Programme Pays. Le Gouvernement et le PNUD ont convenu d'améliorer la gestion du Programme Pays en (i) renforçant l'expertise résidente dans le domaine du renforcement des capacités; (ii) assurant une gestion financière efficace et transparente des ressources du programme; (iii) promouvant les synergies avec les agences du SNU et les partenaires techniques et financiers intervenants au Niger; et (iv) assurant un suivi et évaluation conjoint du programme axé sur les résultats et cohérent avec les cadres de suivi évaluation de la SDRP et de l'UNDAF. L'exécution et la gestion des ressources financières seront également progressivement alignés sur l'approche harmonisée de mise à disposition des fonds aux partenaires d'exécution (HACT). Le Plan d'évaluation du Programme Pays reposera sur: (a) la définition d'outils de planification et des indicateurs de résultats ; (b) des pratiques de reportage et de suivi des résultats ; (c) une mission conjointe annuelle de suivi de la mise en œuvre du Programme Pays; (d) un audit et une revue annuelles de l'ensemble du Programme pays; et (e) l'évaluation à mi-parcours et de fin de cycle de la contribution du Programme Pays à l'UNDAF et aux objectifs de développement du Niger.

## ANNEXE 1 : CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES DU NIGER (2009-13)

§ OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le Développement					
§ Priorités nationales SDRP: Promotion d'une Gouvernance de qualité et mise en œuvre efficace de la SDRP					
§ Effet UNDAF 3 : Institutions nationales/locales gouvernement démocratiquement dans respect des droits humains, équité de genre et contribuent à la consolidation de la paix					
Composantes du Programme	Effets Programme Pays	Produits des programmes Pays	Indicateurs et bases de référence	Partenaires stratégiques	Ressources en \$ (Indicatif)
<b>Composante 1 : Promotion Gouvernance de qualité &amp; Prévention Crises et Relèvement</b>	1. Institutions nationales/locales mettent en œuvre des réformes visant la réalisation des OMD, consolidation démocratie et Etat de droit, prévention et gestion des crises et conflits dans le respect des droits humains	1.1 Evaluation capacités nationales et formulation/exécution programme global de renforcement des capacités pour mise en œuvre de la SDRP 1.2 Stratégies sectorielles/CDMT pour réalisation OMD et intégrant principes droits humains et égalité des sexes 1.3 Suivi/Evaluation mise en œuvre SDRP assuré par institutions nationales 1.4 Prévention et réponse aux crises/conflits par les institutions nationales et locales et OSC assurées 1.5 Organisation élections transparentes appuyée 1.6 Fonctionnement des Institutions République dans le respect des droits humains appuyé	§ Rapport de mise en œuvre du Programme Global de Renforcement des Capacités pour la mise en œuvre de la SDRP § Part des dépenses publiques prises en compte dans le CDMT global § Enquêtes socio - démographiques et économiques réalisées (EDSN/MICS, Pauvreté, RGP/H) § Rapports de suivi SDRP/OMD § Existence d'un Plan de contingence annuel § Elections réalisées dans les délais et conformes aux normes internationales § Nombre d'interpellations des membres du Gouvernement par le Parlement	§ SNU § MEF § INS § DNP GC § HCRP/CENI § Assemblée nationale	Ressources régulières : 20 000 000  Autres ressources : 5 300 000
	2. Les populations et en particulier les femmes, participent équitablement au processus de prise de décision, exercent contrôle citoyen de l'action publique, disposent et utilisent un service de proximité efficace et de qualité	2.1 Mise en œuvre processus planification inclusifs/participatifs par institutions nationales/collectivités locales appuyée 2.2. Participation prise de décision et exercice du contrôle citoyen au niveau national et local renforcée	§ Pourcentage de communes disposant d'un PDC et intégrant les droits humains et l'équité de genre § Nombre d'organisations de défense des droits de l'homme opérationnelles § Enquêtes d'opinions publiques réalisées (et résultats disséminés)	§ SNU § MAT/DC § HCCT § MJ/GS	Ressources régulières : 15 000 000  Autres ressources : 7 300 000

§ OMD 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim ; 7 : Assurer un environnement durable					
§ Priorités SDRP: Recherche croissance forte, diversifiée, durable & créatrice d'emplois & Réduction inégalités et renforcement de la protection sociale groupes vulnérables					
§ Effet UNDAF 1: Populations vulnérables améliorent leur sécurité alimentaire, contribuent à la gestion durable des ressources naturelles et diversifient sources de revenu					
Composantes du Programme	Effets du Programme Pays	Produits des programmes Pays	Indicateurs et bases de référence	Partenaires stratégiques	Ressources en \$ (Indicatif)
<b>Composante 2 : Développement durable et environnement</b>	1. Les populations vulnérables, et ne particulier les femmes, ont accès à l'emploi, au crédit et entreprennent des AGR rentables	1.1 Offre de services financiers adaptés aux besoins des populations vulnérables améliorée 1.2. Capacité des structures nationales et associatives chargées de l'amélioration de l'environnement des affaires et de l'entreprenariat renforcées 1.3 Emplois pour populations vulnérables notamment femmes et jeunes promus	§ Nombre de bénéficiaires de crédit ventilé par sexe et milieu de résidence § Classement Niger « Doing business » § Nombre d'emplois créés par les Micro et Petites Entreprises (désagrégé par groupe vulnérable)	§ SNU § MEF § BCEAO § CCAIN § MCIN § MTA § INS § Observatoire de l'Emploi	Ressources régulières : 1 000 000  Autres ressources : 3 630 000
	2. Prévention/gestion crises alimentaires et catastrophes naturelles assurées par dispositifs nationaux, régionaux, départementaux, communaux, et communautaires	2.1. Structures de surveillance de sécurité alimentaire/ nutritionnelle fonctionnelles 2.2 dispositifs de gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles fonctionnels	§ Rapports d'analyse alimentaire et nutritionnelle produits dans les délais § Taux de couverture des besoins alimentaires des populations en insécurité alimentaire § Fonctionnalité des structures pour la gestion des crises	§ SNU § Structures de prévention et de gestion des crises DNP-GCA	Ressources régulières : 2 000 000  Autres ressources : 1 000 000
	3. Populations participent à la préservation environnement et ressources naturelles y compris eau et patrimoine culturel, gérés de façon durable	3.1 Mise en œuvre des accords environnementaux multilatéraux, politiques et stratégies nationales améliorées 3.2 Capacités des communautés à prendre en charge Gestion des Ressources Naturelles de façon durable renforcées	§ Textes législatifs/réglementaires en application des accords internationaux sur environnement et sites culturels § Rapports évaluation des capacités pour la mise en œuvre des AEMs § Rapports stratégies renforcement capacités pour mise en œuvre AEMs § Commissions foncières et structures locales GRN fonctionnelles	§ SNU § CNEDD § ME/LCD § Secrétariat Permanent du Code rural	Ressources régulières : 6 000 000  Autres ressources : 7 000 000
§ OMD 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans ; 5 : Améliorer la santé maternelle ; 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies					
§ Priorités SDRP: Accès équitable aux services sociaux de base et maîtrise de la croissance démographique					
§ Effet UNDAF 2: Les populations vulnérables utilisent les services sociaux de base de qualité et participent à la maîtrise de la croissance démographique					
<b>Composante 3 : Accès aux services sociaux de base (SSB)</b>	Institutions assurent disponibilité, accessibilité & qualité SSB en particulier aux femmes	Les services de lutte contre les IST/VIH/SIDA, le Paludisme, la Tuberculose et les autres maladies améliorés	§ Taux de prévalence du VIH/SIDA § Taux de létalité liée au paludisme § Taux de prévalence de la tuberculose § Rapports d'évaluation sur la disponibilité, accès et qualité des SSB	§ SNU - Fonds Mondial § Ministère de la santé Publique	Ressources régulières : 4 257 000  Autres ressources : 7 550 000

## ANNEXE 2: MATRICE DES RESULTATS PNUAD NIGER (2009-13)

<b>DOMAINE DE COOPERATION N°1 : DEVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET SECURITE ALIMENTAIRE</b>			
<b>Priorité/Buts nationaux : Recherche croissance forte, diversifiée, durable et créatrice d'emplois &amp; Réduction inégalités et Renforcement de la protection sociale des groupes vulnérables</b>			
<b>Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs) : 1, 3, 7, 8</b>			
<b>Effet UNDAF: D'ici 2013, les populations vulnérables améliorent sécurité alimentaire, contribuent à gestion durable de leurs ressources naturelles et diversifient leurs sources de revenus</b>			
<b>Effets des programmes de pays</b>	<b>Produits des programmes de pays</b>	<b>Rôle des partenaires</b>	<b>Cibles mobilisation ressources (\$US)</b>
<b>1</b> Les populations vulnérables ont accès à l'emploi, au crédit et entrepreneurent des AGR rentables	<b>1.1</b> L'offre de services adaptés aux besoins des populations vulnérables par le réseau des systèmes financiers améliorée <b>1.2.</b> Les capacités des populations vulnérables à utiliser les services et produits offerts (crédits, formations et encadrement pour les AGR) renforcées <b>1.3.</b> Les capacités des structures nationales et associatives chargées de l'amélioration de l'environnement des affaires et de l'entrepreneuriat pour la promotion de l'artisanat, de la culture, de l'industrie et du commerce renforcées <b>1.4</b> Emplois décents pour les populations vulnérables notamment les femmes et les jeunes promus	<b>Agences des NU :</b> Appui technique et/ou financier, plaidoyer, mobilisation de ressources, assistance alimentaire, Coordination de l'aide humanitaire  <b>Institutions nationales :</b> Coordination, mise en œuvre et suivi  <b>Autres partenaires (Bi et Multilatéraux) :</b> Appuis financiers	FAO : 6.125.000 BIT : 2.300.000 PNUD : 4.630.000 OIM: 5.400.000 UNFPA : <b>1.2</b> : 401.733
<b>2.</b> La prévention et la gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles sont assurées par des dispositifs Nationaux, régionaux, départementaux, communaux et communautaires efficaces	<b>2.1.</b> Les structures du dispositif de surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle fonctionnelles <b>2.2</b> Les dispositifs de gestion des crises alimentaires et des catastrophes naturelles fonctionnels <b>2.3</b> Les mécanismes appropriés d'accès des populations vulnérables aux produits alimentaires fonctionnels		OMS : 572.000 PAM : 500.000 OMS : 407.000 PAM : 23.579.500 FAO : 3.750.000 PNUD:3.000.000
<b>3.</b> Les populations vulnérables augmentent la productivité et la rentabilité de leurs productions	<b>3.1.</b> L'accès sécurisé des populations vulnérables aux facteurs de production amélioré <b>3.2.</b> Le développement des filières porteuses promu <b>3.3</b> Les capacités de gestion (techniques, organisationnelles, financières) des producteurs, des organisations rurales renforcées		FAO: 9.388.000 PAM : 1.794.000 UNIFEM : 1.640.000 ONUDI : 6.520.000
<b>4.</b> Les populations participent à la préservation d'un environnement sain et des ressources naturelles y compris l'eau et le patrimoine culturel, gérés de façon durable	<b>4.1</b> Connaissance et mise en œuvre des accords environnementaux multilatéraux, politiques et stratégies nationales par l'ensemble des acteurs améliorées <b>4.2.</b> Utilisation par les populations d'un système intégré d'information et de surveillance de l'évolution des conditions environnementales (y compris les effets) améliorée <b>4.3.</b> Les capacités des communautés à prendre en charge les problèmes environnementaux et la Gestion des Ressources Naturelles de façon durable, renforcées		FAO : 2.100.000 PNUD: 13.000.000 PAM : 1.690.962 UNHABITAT: 20.000



<b>Stratégies</b> : Renforcement des capacités, plaidoyer, participation sociale, information/communication, coordination et mobilisation de ressources			
<b>Mécanismes de coordination et modalités de programme</b> : Mécanismes nationaux de coordination (dispositif national de prévention et gestion des crises et catastrophes), Dispositifs de coordination de la SDR, Programmes conjoints, missions et revues conjointes			
<b>Partenariat</b> : En partenariat avec les Institutions nationales, les coopérations bi et multilatérales, ainsi que les OSC, les collectivités territoriales, les communautés et le Secteur Privé			
<b>DOMAINE DE COOPERATION N°2 : CAPITAL HUMAIN, DEMOGRAPHIE ET SERVICES SOCIAUX DE BASE</b>			
<b>Priorité ou buts nationaux</b> : Accès équitable aux services sociaux de base & La maîtrise de la croissance démographique			
<b>Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs)</b> : 2, 3, 4, 5 & 6			
<b>Effet UNDAF</b> : D'ici 2013, les populations vulnérables utilisent les services sociaux de base de qualité et participent à la maîtrise de la croissance démographique			
<b>Effets des programmes pays</b>	<b>Produits des programmes de pays</b>	<b>Rôle des partenaires</b>	<b>Cibles mobilisation ressources (\$US)</b>
<b>1. Les populations vulnérables adoptent des comportements favorables à l'utilisation des Services Sociaux de Base et à la maîtrise de la croissance démographique</b>	<p>1.1 Les familles ont les connaissances nécessaires à l'adoption et à la mise en œuvre des pratiques familiales essentielles en matière de santé, nutrition, santé reproductive, hygiène et environnement, scolarisation et protection des enfants</p> <p>1.2 Les populations vulnérables sont mieux informées sur leurs droits et leurs besoins en matière d'Education, Santé, Habitat, Nutrition, Eau et Assainissement et Démographie, ainsi que sur les interrelations population et développement et la maîtrise des déterminants de la croissance démographique</p> <p>1.3 Les structures communautaires de gestion, de participation et de communication, sont opérationnelles, notamment, les mutuelles de santé, comités de santé, comités eau, groupes de soutien de la santé reproductive, Radios communautaires, COGES, APE, AME.</p>	<p><b>Agences des NU</b> : Appui technique et/ou financier, plaidoyer, Information/communication, dotation en équipements, Coord. Aide hum.</p> <p><b>Institutions nationales</b> : Coord., mise en œuvre et suivi</p> <p><b>Autres partenaires (Bi et Multilatéraux)</b> : suivi des activités, Appuis financiers</p>	<p>PAM : 20.542.192 UNESCO : 1.500.000 UNICEF :</p> <p><b>1.1</b> : 14.000.000 <b>1.2</b> : 13.000.000 <b>1.3</b> : 13.000.000 OIM : 15.000.000 PAM : 20.000.000 <b>UNFPA</b> :</p> <p><b>1.1</b> : 1.600.430 <b>1.2</b> : 6.000.000 <b>1.3</b> : 1.600.430</p>

<b>2. Les institutions assurent la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des Services Sociaux de Base</b>	<p>2.1 Les politiques et stratégies nationales en matière d'Education, Santé, Nutrition, Eau et Assainissement et Démographie sont de qualité et prennent en compte les droits des bénéficiaires.</p> <p>2.2 Les décideurs sont mieux informés sur les droits et besoins des populations en matière d'Education, Habitat, Santé, Nutrition, Eau et Assainissement et Démographie et sur les questions émergentes en population et développement.</p> <p>2.3 Les Services de Santé Maternelle, Infantile et de la Reproduction, Nutrition, Education, d'encadrement des jeunes, et protection des enfants disposent d'infrastructures adéquates, de personnel suffisant et formé, et d'équipement.</p> <p>2.4 Les communautés disposent de points d'eau modernes et structures d'assainissement, selon les normes nationales.</p> <p>2.5 Les capacités nationales de lutte contre le travail des enfants, et de leur réinsertion, renforcées</p> <p>2.6 Les services de lutte contre les IST/VIH/SIDA, le Paludisme, la Tuberculose et les autres maladies améliorés</p>		<p>OMS:  <b>2.1</b> : 425.165  <b>2.2</b> : 224.000  <b>2.3</b> : 8.085.500  FAO: 600.000  PNUD: 11.807.000  UNHABITAT : 50,000  BIT : 1.950.000  UNICEF  <b>2.1</b> : 7.000.000  <b>2.2</b> : 7.000.000  <b>2.3</b> : 40.672.000  <b>2.4</b> : 20.000.000  <b>UNFPA</b> :  <b>2.1</b> : 4.801.300  <b>2.2</b> : 3.200.867  <b>2.3</b> : 3.501.300  <b>2.6</b> : 1.300.000</p>
<b>Stratégies</b> : Renforcement capacités, appuis/conseils/Mise à disposition d'experts, plaidoyer, appui institutionnel, IEC, paquets minimum de services, coordination, mobilisation ressources			
<b>Mécanismes de coordination et modalités de programme</b> : Mécanismes coordination SDR, dispositif national de prévention et de gestion des crises, Groupes PTF dans les secteurs santé, éducation, eau et assainissement			
<b>Partenariat</b> : Cadre de partenariat de la SDRP et des programmes nationaux de développement sectoriel			
<b>DOMAINE DE COOPERATION N°3 : GOUVERNANCE</b>			
<b>Priorité ou buts nationaux</b> : Promotion d'une Gouvernance de qualité et mise en œuvre efficace de la SDRP			
<b>Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs)</b> : 3 & 8			
<b>Effet UNDAF</b> : D'ici 2013, les institutions nationales et locales gouvernement démocratiquement dans respect droits humains, équité de genre et contribuent à la consolidation de la paix.			
<b>Effets programmes pays</b>	<b>Produits des programmes de pays</b>	<b>Rôle des partenaires</b>	<b>Cibles mobilisation ressources (\$US)</b>

<p>1. Les institutions nationales et locales mettent en œuvre des réformes visant la réalisation des objectifs du millénaire, la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, la prévention et la gestion des crises et conflits, dans le respect des droits humains</p>	<p>1.1 Les stratégies sectorielles et les CDMT permettant la réalisation des OMDs et intégrant les principes des droits humains et de l'égalité des sexes, dans les domaines couverts par l'UNDAF, disponibles</p> <p>1.2 Le Suivi/Evaluation de la mise en œuvre de la SDRP/OMD par les Institutions nationales, selon l'approche GAR et les principes de la Déclaration de Paris, assuré</p> <p>1.3 La prévention, la prise en charge et la lutte contre la violation des droits humains, notamment les violences faites aux femmes et aux enfants, y compris en situation d'urgence, par les institutions nationales et locales et la société civile, mieux assurées</p> <p>1.4 La gestion préventive et la réponse aux situations de crise et conflits par les institutions nationales et locales ainsi que les OSC, conformément aux normes de droit et à la culture de la paix, mieux assurées</p> <p>1.5 L'organisation d'élections transparentes appuyée</p> <p>1.6 Le fonctionnement efficace des Institutions de la République, dans le respect des droits humains, mieux appuyé</p>	<p><b>Agences des NU</b> : Appui technique et/ou financier, plaidoyer</p> <p><b>Institutions nationales</b> : Coordination, mise en œuvre et suivi</p> <p><b>Autres partenaires (Bi et Multilatéraux)</b> : Appuis financiers</p>	<p>FENU: 9.500.000</p> <p>OMS:  <b>1.2</b> : 1.005.000  <b>1.3</b> : 949.000</p> <p>FAO: 1.300.000          PNUD: 25.300.000          UNESCO: 1.100.000          UNICEF :</p> <p><b>1.1</b> : 3.000.000  <b>1.2</b> : 3.000.000  <b>1.3</b> : 16.000.000  <b>1.4</b> : 3.000.000</p> <p><b>UNFPA</b> :</p> <p><b>1.1</b>: 627.788  <b>1.2</b>: 1.255.576  <b>1.3</b>: 941.682  <b>1.4</b>: 627.788</p> <p>ONU DC : 9.200.000          CEA : 500.000</p>
<p>2. Les populations participent équitablement au processus de prise de décision, exercent le contrôle citoyen de l'action publique, disposent et utilisent un service de proximité efficace et de qualité</p>	<p>2.1 La mise en œuvre efficace des processus de planification inclusifs et participatifs par les institutions nationales et les collectivités locales, mieux appuyée</p> <p>2.2 L'utilisation par les populations d'un service public efficace et de qualité améliorée</p> <p>2.3. La participation au processus de prise de décision et l'exercice du contrôle citoyen au niveau national et local, via des mécanismes institutionnels et juridiques opérationnels par les communautés et les Organisations de la Société Civile, notamment les femmes et les jeunes, renforcés</p>	<p><b>Agences des NU</b> : Appui technique et/ou financier, IEC, plaidoyer</p> <p><b>Institutions nationales</b> : Coordination, mise en œuvre et suivi</p> <p><b>Autres partenaires (Bi et Multilatéraux)</b> : Appuis financiers</p>	<p>OMS: 1.093.000          PNUD: 22.300.000          UNHABITAT: 80.000          UNIFEM: 1.100.000          UNICEF :</p> <p><b>2.1</b> : 10.000.000  <b>2.3</b> : 10.000.000          OIM : 2.655.000</p> <p><b>UNFPA</b> :</p> <p><b>2.3</b> : 941.686</p>
<p><b>Stratégies</b> : Renforcement des capacités, appui institutionnel, plaidoyer, participation sociale, information/communication, coordination et mobilisation de ressources et des partenariats</p> <p><b>Mécanismes de coordination et modalités de programme</b> : Mécanismes nationaux de coordination, Progs conjoints, missions et revues conjointes, Groupes de travail SNU-Gouvernement, comités de pilotage</p> <p><b>Partenariat</b> : En partenariat avec les Institutions nationales, les coopérat° bi et multilatérales, ainsi que les OSC, les collectivités territoriales et les coopérations décentralisées, les communautés et le Secteur Privé</p>			

**OBJECTIF DE MOBILISATION DES RESSOURCES  
DU PROGRAMME DE PAYS**  
(En milliers de dollars américains)

**Pays :** NIGER  
**Période :** 2009-2013

Source	Montant	Remarques
<b>RESSOURCES DE BASE DU PNUD</b>		
Montant estimatif du report	2 600	Inclus le report du MCARB 1, MCARB 2 et les allocations passées de SAO.
MCARB 1.1.1	25 365	Alloués immédiatement au pays.
MCARB 1.1.2	0 à 66.7 pour cent du MCARB 1.1.1	Cette échelle de pourcentage est présentée aux fins de la planification initiale uniquement. L'allocation effective dépendra de l'existence de programmes de haute qualité. Toute augmentation dans l'échelle des pourcentages dépendra également de la disponibilité des ressources.
<b>Total Partiel</b>	<b>27 965</b>	
<b>RESSOURCES AUTRES QUE LES RESSOURCES DE BASE DU PNUD</b>		
Participation aux coûts du gouvernement	0	
Participation aux coûts de tierces parties	10 600	
Fonds administrés par le PNUD, fonds d'affectation spéciale et autres fonds	21 180	dont :
- FEM	8 000	
- FENU	10 800	
- VNU	130	
- TTF	2 250	
<b>Total Partiel</b>	<b>31 780</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>59 745</b>	

**Plan Evaluation pour: Niger**  
**Cycle de Programmation: 2009-2013**

Titre de l'évaluation	Partenaires (Evaluation conjointe)	Domaines des résultats clés	Effets CPD ou CPAP	Date de fin de l'évaluation	Les parties prenantes clés de l'évaluation	Ressources de l'évaluation et Sources de financement	Evaluation Mandataire? Oui/non	Statut Evaluation	Rapport joint au ERC (oui/non)
<b>Evaluations UNDAF</b>									
Revue annuelle conjointe	SNU, Partenaires et Gouvernement	1. Développement durable Environnement et sécurité alimentaire 2. Capital humain, démographie et Services sociaux de Base 3. Gouvernance		Fin de l'année	SNU, Partenaires et Gouvernement	50 000 \$	oui		
Evaluation thématique	SNU, Partenaires et Gouvernement			À déterminer	SNU, Partenaires et Gouvernement	50 000 \$	oui		
Evaluation finale	SNU, Partenaires et Gouvernement			Fin du cycle	SNU, Partenaires et Gouvernement	100 000 \$	oui		
<b>Evaluations Effets UNDAF</b>									
Effet UNDAF Gouvernance	SNU, Partenaires et Gouvernement	Gouvernance		Fin du cycle	SNU, Partenaires et Gouvernement	50 000 \$	oui		
Effet UNDAF Développement Durable	SNU, Partenaires et Gouvernement	Développement durable Environnement et sécurité alimentaire		Fin du cycle	SNU, Partenaires et Gouvernement	50 000 \$	oui		
Effet UNDAF SSB	SNU, Partenaires et Gouvernement	Capital humain, démographie et Services sociaux de Base		Fin du cycle	SNU, Partenaires et Gouvernement	50 000 \$	oui		

Evaluations Effets Programme									
Mise en œuvre des réformes démocratiques et consolidation de la paix et de l'Etat de droit.	<ul style="list-style-type: none"> <li>§ MEF(CCE)</li> <li>§ INS</li> <li>§ DNPGC</li> <li>§ CENI</li> <li>§ Assemblée nationale</li> <li>§ SNU</li> </ul>	Gouvernance		<ul style="list-style-type: none"> <li>§ Mi parcours : évaluation des progrès vers l'atteinte effet</li> <li>Durée : 6-7 semaines</li> <li>§ Fin de cycle : évaluation atteinte effets et leçons apprises</li> <li>Durée : 9-10 semaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>§ MEF(CCE)</li> <li>§ INS</li> <li>§ Dispositif national de prévention et de gestion des conflits (DNPGC)</li> <li>§ CENI</li> <li>§ Assemblée nationale</li> <li>§ SNU</li> </ul>	50 000 \$	oui		
Amélioration des conditions d'existence des populations vulnérables (accès à l'emploi, au crédit et promotion des AGR).	<ul style="list-style-type: none"> <li>§ MEF</li> <li>§ BCEAO</li> <li>§ CCAIN</li> <li>§ MCIN</li> <li>§ MTA</li> <li>§ INS</li> <li>§ Observatoire de l'Emploi</li> <li>§ CCIAN</li> <li>§ PVNU</li> </ul>	Développement durable Environnement et sécurité alimentaire		<ul style="list-style-type: none"> <li>§ Mi parcours : évaluation des progrès vers l'atteinte effet</li> <li>Durée : 5- 6 semaines</li> <li>§ Fin de cycle : évaluation atteinte effets et leçons apprises</li> <li>Durée : 7- 8 semaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>§ MEF</li> <li>§ BCEAO</li> <li>§ CCAIN</li> <li>§ MCIN</li> <li>§ MTA</li> <li>§ INS</li> <li>§ Observatoire de l'Emploi</li> <li>§ CCIAN</li> <li>§ PVNU</li> </ul>	50 000 \$	oui		
Les populations participent à la préservation d'un environnement sain et des ressources naturelles y compris l'eau et le patrimoine culturel, gérés de façon durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>§ ME/LCD</li> <li>§ CNEDD</li> <li>§ M. Hydraulique</li> <li>§ M. Culture</li> <li>§ ROSELT</li> <li>§ MEF</li> <li>§ M. Santé</li> <li>§ M. Transport</li> <li>§ SNU</li> <li>§ Etc.</li> </ul>	Développement durable Environnement et sécurité alimentaire		<ul style="list-style-type: none"> <li>§ Mi parcours : évaluation des progrès vers l'atteinte effet</li> <li>Durée : 5- 6 semaines</li> <li>§ Fin de cycle : évaluation atteinte effets et leçons apprises</li> <li>Durée : 7- 8 semaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>§ ME/LCD</li> <li>§ CNEDD</li> <li>§ M. Hydraulique</li> <li>§ M. Culture</li> <li>§ ROSELT</li> <li>§ MEF</li> <li>§ M. Santé</li> <li>§ M. Transport</li> <li>§ SNU</li> </ul>	50 000 \$	oui		
Autres Evaluations									
Audit des Programmes	SNU, Partenaires et Gouvernement	Programmes		Fin d'année	SNU, Partenaires et Gouvernement	Un cabinet	oui		

## NIGER CADRE DE RESULTATS 2004-08

Domaine	Ligne Service	Résultats attendus	Référence 2004	Indicateur	Résultats 2004-2008
Poursuite OMD et réduction Pauvreté	Reporting National OMD et Suivi Pauvreté	Gestion budgétaire et politiques économiques en faveur des pauvres améliorés	Stratégie Réduction Pauvreté (SRP) approuvée. Forum partenaires sur mise en œuvre SRP organisé. Point d'achèvement PPTE atteint. Cadre S-E SRP non fonctionnel.	SRP révisée basée sur les OMD adoptée et processus de mobilisation de ressources amorcé. Capacités en matière de suivi évaluation renforcées.	(i) Nouvelle SRP axée sur OMD (SDRP 2008-11) adoptée et présentée à la Table Ronde avec appui du PNUD; annonces de contribution de FCFA 1600 milliards; (ii) Rencontre gouvernement/partenaires sur coordination et efficacité de l'aide réalisée et plan d'action mise en œuvre Déclaration Paris disponible; (iii) Dispositif de suivi évaluation de la SRP en cours de révision avec appui PNUD.
Poursuite OMD et réduction Pauvreté	Développement Secteur Privé	Emplois rémunérateurs et décents promus	Nombre d'emplois créés (2002: 750). Nombre de micro entreprises créées et opérationnelles (2002: 250)	Nombre emplois créés (2007:1500). Nombre micro entreprises créées et opérationnelles (2007:500).	(i) 2500 emplois créés et 500 promoteurs micro entreprises formés (ii) Stratégie promotion entrepreneuriat des jeunes élaborée; (iii) Programme de volontariat national élaboré et recrutement de volontaires nigériens lancé.
Poursuite des OMD et réduction de la Pauvreté	Prise en compte du Genre	Partenariat pour exercice Droits de la Femme et l'Enfant et l'équité genre efficaces	CEDEF ratifiée avec réserves	Levée des réserves émises sur la CEDEF. Signature du Protocole additionnel à la CEDEF.	(i) Politique Nationale Genre finalisée et en cours d'adoption; (ii) 240 femmes élues et membres de groupements féminins formées en leadership féminin dans les 8 régions du Niger. (iii) Capacités Ministère de la Promotion de la Femme et Protection de l'Enfant renforcées.
Appui à la gouvernance démocratique	Appui aux politiques pour une gouvernance démocratique	Environnement plus propice à consolidation de la paix, démocratie et droits de l'homme	Accords de paix avec les Ex-combattants de l'Air et Azawak pas totalement appliqués. Cadre de concertation de la société civile non fonctionnel.	Taux de réinsertion des ex combattants. Cadre de concertation de la société civile fonctionnel.	Bonne gouvernance et consolidation de la paix renforcée avec appui du PNUD à travers : (i) organisation élections présidentielles législatives/locales; (ii) renforcement capacités Parlement; (iii) Appui réinsertion ex-combattants; (iv) évaluation préliminaire des mines au nord Niger; (iv) Etude sur facteurs de risques pour le Niger et plan d'action national (iv) Mise en place Haute Autorité de Lutte contre la Corruption; (v) Participation OSC à révision SRP et Table Ronde des partenaires avec appui PNUD
Appui à la gouvernance démocratique	Décentralisation, gouvernance locale & développement urbain/rural	Processus de décentralisation renforcé	Premières élections locales en juin 2004.	Elus locaux formés à gestion du développement local. Plans de Développement Locaux élaborés/mis en œuvre. Taux mobilisation ressources internes/externes.	Renforcement des capacités en planification locale de développement réalisé dans 30 % des communes ; capitalisation et diffusion des expériences en gouvernance locale pour alimenter dispositif décentralisation du Niger.

Domaine	Ligne Service	Résultats attendus	Référence 2004	Indicateur	Résultats 2004-2008
Prévention des Crises et Relèvement	Réduction Catastrophes naturelles	Mécanismes prévention et réponse aux crises renforcés	Insécurité alimentaire et crises liées aux catastrophes naturelles récurrentes (200.000 tonnes d'assistance alimentaire par an).	Cadre mise en œuvre de l'axe environnement et sécurité alimentaire SRP agréé par les partenaires. Nombre de banques céréalières fonctionnelles.	(i) Dispositifs nationaux/régionaux de prévention/atténuation crises alimentaires renforcés en partenariat avec le PAM particulièrement dans le cadre de gestion de la crise alimentaire de 2005; (ii) Appui-conseils aux 24 communes vulnérables pour identification des zones de vulnérabilité et prévention/gestion crises alimentaires.
Poursuite des OMD et réduction de la Pauvreté	Initiatives locales Réduction Pauvreté, y-compris microfinance	Capacités homes/femmes à réaliser activités productives diversifiées, renforcées	Réseau microfinance peu coordonné et stratégie nationale de microfinance non opérationnelle.	Niveau/Source revenus par ménage. Rendement moyen/zones d'intervention. Part production/balance alimentaire. Proportion ménages avec bilan céréalier annuel équilibré	Groupements féminins et producteurs ruraux des zones plus vulnérable du Niger (24 Communes des Régions de Tillabéry, Maradi, Zinder et Diffa) formés et gèrent avec efficience les crédits et les dotations factorielles allouées pour AGR.
Energie et Environnement pour le développement durable	Gestion durable des terres, lute contre la désertification et dégradation des terres	Institutions gestion de l'environnement plus performantes et ressources naturelles gérées de façon durable par les communautés	Stratégie nationale environnement et développement durable disponible et initiatives locales isolées. Pas de schémas de gestion intégrée des ressources en eau. Taux désagrégé de couverture des besoins en eau non disponible.	Schémas gestion intégrée ressources en eau élaborés/mis en œuvre. Réalisations contribuant à gestion durable ressources naturelles et préservation environnement. Nombre comités gestion points eau formés. Nombre ouvrages hydrauliques assainis/réalisés.	(i) Stratégie et Plan d'Action pour renforcement capacités pour la gestion environnement mondial et national élaborés et validés; (ii) Expertise nationale et des collectivités locales à faire face aux défis environnementaux locaux/globaux renforcées. Financements mobilisés pour gestion durable des ressources naturelles et préservation environnement; (iii) Bonnes pratiques de fixation de dunes et de restauration de terres dégradées capitalisées.
Poursuite des OMD et réduction de la Pauvreté		Prévention du VIH/SIDA renforcée	Pas de prise en charge des PVVIH. Faible taux déboursement Programme national IST/VIH/SIDA.	Partenariat pour lutte contre le VIH/SIDA	Campagne Nationale mobilisation sur prévention/promotion dépistage volontaire du VIH notamment parmi les jeunes appuyée. Elaboration/validation cadre national lutte contre VIH.
Poursuite OMD et réduction Pauvreté	Initiatives locales Réduction Pauvreté, y-compris microfinance	Accessibilité aux services sociaux	Taux brut scolarisation (2000:37,3%) et Ratio parité genre (2000: garçons 60,7; filles 39,3; indice de parité 0,65). Taux mortalité infantile (2000:126 pour 1000). Taux mortalité maternelle (2000:700/100 000). Indice synthétique fécondité (2000:7,5).	Niveau indicateurs sociaux	Accessibilité/utilisation SSB (santé, éducation formelle et alphabétisation) par les couches sociales les plus vulnérables accrues; Mobilisation de plus de 50 millions de dollars pour la lutte contre la paludisme et la tuberculose; blocs opératoires de 9 hôpitaux de districts fonctionnels grâce à l'appui de VNU chirurgiens et sages-femmes mis à disposition par le PNUD; Capacités des 254 communes renforcées pour l'accès aux NITCS.



## Réunion Mixte pour l'examen du Document de Programme de Pays Niger PNUD 2009 -13

Niamey 31-03-2008

### Minutes de Réunion

1. La réunion mixte Niger/PNUD chargée de l'examen et de l'adoption du projet de Document du Programme de Pays Niger-PNUD s'est tenue le lundi 31 mars 2008 au Ministère de l'Economie et des Finances de 10 heures à 13 heures. La réunion était présidée par Yaye Seidou, Directeur Général de l'Evaluation des Programmes de Développement, Ministère de l'Economie et des Finances, et a rassemblé les représentants des Ministères Techniques, la Représentante Résidente Adjointe au Programme (DRRP), l'Assistant Représentant Résident Adjoint au Programme, des membres de l'équipe du Programme du PNUD. La liste des participants à cette réunion est jointe aux présentes Minutes.
2. N. Gbossa, DRRP PNUD a indiqué que la préparation du Document de Programme Pays 2009-13 a été menée conjointement par un Comité Mixte Niger-PNUD<sup>1</sup> et que l'objectif de la réunion était double : (i) examiner le projet de document de Programme Pays Niger PNUD 2009-13 en vue d'enrichissements éventuels; (ii) décider de l'envoi du document au siège du PNUD pour revue en vue de sa soumission à son Conseil d'Administration en septembre 2008.
3. En introduction N. Gbossa a indiqué que le nouveau Programme Pays Niger-PNUD 2009-13 intervient dans un contexte caractérisé par l'adoption en octobre 2007 de la Stratégie de Développement Accélérée et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) du Niger. Le Programme Pays capitalise l'expérience de partenariat développée entre le Niger et le PNUD et s'inscrit dans le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement au Niger (UNDAF 2009-2013) qui poursuit les trois effets suivants: (i) les populations vulnérables améliorent leur sécurité alimentaire, contribuent à la gestion durable de leurs ressources naturelles, et diversifient leurs sources de revenu ; (ii) les populations vulnérables utilisent des services sociaux de base de qualité et participent à la maîtrise de la croissance démographique ; et (iii) les institutions nationales et locales gouvernent démocratiquement dans le respect des droits humains, de l'équité de genre, et contribuent à la consolidation de la paix.
4. M. Laoualy Ada, Assistant DRR/P-PNUD a fait une présentation du DPP axée sur trois points:
  - i. La démarche de préparation du document, notamment la mise en place d'un Comité mixte d'orientation et de rédaction composé des représentants du Ministère de l'Economie et des Finances, des responsables de projets et des représentants du PNUD ;
  - ii. Les liens entre les objectifs du Programme de Pays avec les priorités nationales déclinées dans la SDRP, l'UNDAF Niger 2009-2013 en cours de finalisation, le Plan stratégique 2008-2011 du PNUD, et les enseignements de la mise en œuvre du précédent Programme Pays Niger-PNUD ;
  - iii. Les trois composantes interdépendantes du Programme de pays à savoir (i) la Gouvernance y compris la Prévention des crises et Relèvement ; (ii) l'Accès aux Services sociaux de base ; (iii) le développement durable et l'environnement ; leurs objectifs, résultats attendus et principaux axes d'activités ; et
  - iv. La stratégie d'intervention du Programme pays qui s'articule autour de l'approche synergique, l'exécution nationale, le partenariat avec le SNU, la capitalisation et la valorisation des résultats, la prise en compte de

<sup>1</sup> Le Comité mixte de préparation du DPP Niger PNUD 2009 13 était composé pour le Ministère de l'Economie et des Finances de Yaye Seydou Directeur Général de l'Evaluation et co-président du Comité, Abdou Souley, Ide Hassane, Chargé de Suivi-Evaluation, Programme Cadre de Lutte contre la Pauvreté ; pour le PNUD: Nadine Gbossa, DRRP et co-président du Comité, Théodore Mpatsewenumugabo, Economiste Principal, Laoualy Ada, ARRP, Souleman Boukar, Economiste National, Rabaha Bolho, Chargée de Programme Gouvernance, Timothée Tabapssi, chargé de Programme VNU, Solange Degbey, Chargée de Programme FENU, Priya Gajraj, Conseillère Technique Prévention des Crises et Relèvement.

l'égalité et de l'équité du Genre, la gestion axée sur les résultats, la mobilisation des ressources et une stratégie globale de communication pour le développement.

5. Après cette présentation, Y. Seydou en sa qualité de Président de Séance a ouvert et facilité les débats.

*Objectif N. 1 - Examiner le projet de Document de Programme Pays Niger PNUD 2009-13 en vue d'enrichissements éventuels*

6. De manière générale, les représentants des Ministères Techniques ont félicité le Comité de Préparation du DPP pour la qualité du document et ses liens clairs avec la Stratégie de Réduction de la Pauvreté du Niger. Les principaux commentaires pour un enrichissement du projet document étaient les suivants :

- Sous la composante gouvernance, mentionner de manière spécifique l'appui à la gouvernance locale afin de mettre en évidence l'attention qui sera accordée aux actions dans ce domaine ;
- Indiquer que dans le cadre de l'appui à la formulation de CDMT, l'accent sera également mis sur la mise en œuvre des plans d'action prioritaires;
- Dans la matrice des résultats, le rapport du suivi de la SDRP/OMD doit faire partie des produits attendu au point 1.2 ;
- Sur un plan plus général, les participants ont recommandé dans le cadre de l'exécution du Programme Pays: (i) de renforcer l'alignement sur les règles de passation de marché nationales; (ii) le recrutement d'expertise internationale basé sur le transfert des connaissances à la partie nationale; (iii) la réalisation d'études pour guider la mise en œuvre des activités et l'atteinte des résultats attendus.

*Objectif N. 2 – Décider de l'envoi du document au PNUD pour revue en vue de sa soumission à son Conseil d'Administration en septembre 2008*

7. A l'issue des débats, le Document de Programme Pays Niger PNUD 2009-13 a été adopté par les participants qui ont recommandé sa soumission au PNUD pour revue en vue de sa soumission au Conseil d'Administration de septembre 2008.

**Liste des participants**

1. M. Yaye Seydou, DG/EPD MEF
2. Mme Neino Fatouma CCD/ DGPS/ MEF/F
3. M. Adamou Zakari ME/P/CCD/ DGEPD
4. M. Garba Hamissou, DEP/MELCD
5. M. Nassirou Sabo, PBGCMR
6. M. Mamane Dan Bouzoua, CAB/PM/HCME
7. M. Sadelher Malik
8. M. Saidou Djibo, SP/SRP
9. Mme Diamballa Ramatou, DGF/MEF
10. M. Souley Adamou, DGE/ME/F
11. M. Iro Souley, DGPS/MEF/F
12. M. Abdou Souley, CCD/MEF/F
13. Mme Nadine Gbossa DRR/P PNUD
14. M. Laoualy Ada ARR/P PNUD
15. M. Timothée Tabapssi, CP/VNU au PNUD
16. Mme Priya Gajraj, Conseillère Technique Prévention des Crises et Relèvement PNUD
17. M. Adamou Bouhari, CP Environnement PNUD